



**Le Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières
(C.C.A.T.P)**

MAPA 2025-68

**MISSION
D'ACCOMPAGNEMENT OPÉRATIONNEL EN PRODUCTION
AU SEIN DU SERVICE DE STÉRILISATION
DU CHU DE BESANÇON**

**DATE DE RÉCEPTION DES OFFRES :
19/01/2026 à 16h00.00**

**CHU de BESANCON
Etablissement support du GHT-CFC
3 Boulevard Alexandre Fleming
25030 Besançon Cedex**

SOMMAIRE

1– Présentation de l'établissement.....	3
2– Présentation du pole pharmaceutique	3
La stérilisation	3
3-Contexte de la mission d'aide à la production.....	4
4- Objet de la demande d'aide à la production	4
5 - Durée	5
6– Décomposition de la consultation.....	5
7 – Détails des prestations.....	5
Livrable attendus	5
8– Ordre des pièces contractuelles.....	5
9 - Prix.....	5
9.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	5
9.2 – Révision des prix.....	5
10 - Modalités de règlement des comptes.....	6
10.1 - Présentation des demandes de paiement.....	6
11 - Pénalités de retard.....	6
13 - Assurances	6
13 - Responsabilité du prestataire	6
13.1 - En cas de changements affectant le Prestataire	6
13.2 - Attestations sociales et fiscales.....	6
14 - Protection des données à caractère personnel.....	6
15 – Condition d'exécution des prestations	7
16- Résiliation du contrat.....	7
16.1 - Conditions de résiliation.....	7
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	8
17 - Règlement des litiges et langues.....	8

1– Présentation de l'établissement

Avec une capacité d'accueil de 1 260 lits et places, le CHU de Besançon est un acteur majeur du paysage sanitaire public français. Son expertise et sa capacité d'innovation lui permettent de répondre quotidiennement à sa triple mission de soins, d'enseignement et de recherche.

Chaque année ce sont 54 000 patients qui sont hospitalisés. Avec ses 6 500 médecins et personnels hospitaliers, le CHU propose une offre de soins qui couvre l'ensemble des spécialités médicales, chirurgicales et biologiques.

Les chiffres clés 2024 du CHU de Besançon :

- 1260 lits et places
- 2160 professionnels médicaux
- 5130 professionnels non médicaux (soignants, administratifs, techniques)
- 86000 passages aux urgences

2– Présentation du pôle pharmaceutique

Le périmètre du Pôle Pharmacie recouvre la Pharmacie à Usage Intérieur et assure toutes les missions pharmaceutiques obligatoires et optionnelles dans les grands domaines d'exercice que sont le Médicament, les Dispositifs Médicaux Stériles, la Stérilisation, la Pharmacotechnie et la Radiopharmacie.

La stérilisation

L'unité de stérilisation traite environ 9 millions unités d'œuvres par an pour l'ensemble des services de soins, de consultations et un bloc opératoire doté de 30 salles. Sur le plan des ressources humaines 43 personnes (pour un effectif théorique de 37,3 en ETP) réparties de la façon suivante :

- Agents de stérilisation : 25,3 ETP
- Agents Logistique : 5 ETP.
- Agents Bionettoyage : 3 ETP.
- IBODE / équipe de coordination : 2 ETP.
- PPH / Cadre : 1 ETP
- Pharmaciens responsable médical d'unité : 1 ETP

La recomposition de l'instrumentation chirurgicale est réalisée au sein de la Stérilisation centrale, mais par une équipe détachée du bloc opératoire (4 agents) assistées des infirmiers des spécialités chirurgicales selon besoin.

Parc équipements :

- 5 stériliseurs à vapeur d'eau MMM / SELECTOMAT PLF 9.6.12 (12 unités standards),
- 1 Stérilisateur à basse température au peroxyde d'hydrogène STERIS / VPRO MAX (136 litres),
- 8 laves instruments BELIMED / WD290 15 paniers DIN (6 au Centre de lavage des Blocs opératoires - CLBO, 2 en Zone de lavage des Unités de soins, Consultations et Centre d'enseignement et de soins dentaires - CESD)
- 7 thermosoudeuses (principalement HAWO / ECOPAK 03 HD 650-DEV BLANC 2500ECO03)
- 1 cabine de lavage STEELCO / LC80-3 / Zone de lavage - 2
- 1 cabine de lavage MMM / UNICLEAN / Zone de lavage - 1 / bloc opératoire

Données synthétiques d'activité pour l'année 2024 :

PRÉPARATION DES DISPOSITIFS MÉDICAUX STÉRILES	ARTICLES STÉRILISÉS	UNITÉS D'OEUVRE ANAP / SF2S (UO)	% UO
PRODUCTION TOTALE	316 362	9 164 850	

ÉQUIPEMENTS / NOMBRE DE CYCLES DE PRODUCTION	
Lave-instruments WD 290 Belimed / Blocs Opératoires	13144
Lave-instruments WD 290 Belimed / Unités de Soins	1716
Cabine de lavage LC80 Steelco / Unités de soins & Consultations	2 778
Stérilisateurs à la vapeur d'eau Selectomat PLF 9.6.12 MMM	6 684
Stérilisateur au peroxyde d'hydrogène VPro max Steris (SBT)	457

3-Contexte de la mission d'aide à la production

La présente demande **d'accompagnement opérationnel en production** intervient dans le cadre d'un service de stérilisation en situation de tension importante, tant sur le plan des ressources humaines que sur celui des compétences techniques disponibles. Plus globalement, cette situation révèle un état de dégradation important et chronique de cette unité du pôle pharmaceutique qui se traduit par :

- Un absentéisme récurrent et important cumulé à des vacances de postes atteignant régulièrement 30% à 40% de l'effectif attendu en poste.
- Un problème de fidélisation sur l'unité. Sur les 11 personnes recrutées au cours des 12 derniers mois, 9 ont quitté leur poste.
- Un niveau de compétence au sein de l'unité très hétérogène : seuls 10 ETP sont pleinement formés aux différents postes de travail, tandis que les autres agents disposent de compétences partielles, ce qui affecte fortement l'autonomie et la performance collective.
- Une ambiance de travail délétère génératrice de malveillances et de tensions sur le plan relationnel

Risques identifiés en lien avec la situation :

- Risque de rupture de production et conséquences pour le bloc opératoire, services et consultations / répercussions sur la programmation opératoire.
- Impossibilité d'assumer l'augmentation d'activité du Centre d'Etudes et de Soins Dentaires, structure ouverte en septembre 2024, qui prévoit plusieurs paliers d'augmentation d'activités
- Incapacité à répondre à la stratégie du CHU en termes de développement d'activités au bloc opératoire

4- Objet de la demande d'aide à la production

La présente consultation a pour objet la réalisation d'une mission d'accompagnement opérationnel en production au sein du service de stérilisation du CHU de Besançon.

Il s'agit du tutorat par des experts pour renforcer et former des agents de stérilisation nouveaux arrivants pour atteindre la poly-compétence nécessaire à une organisation flexible du travail en 4 mois.

* Planning : sur 16 semaines, à partir février de 2026, au minimum 3 jours par semaine

5 - Durée

Le marché s'exécute pour une période de 04 mois à compter de la date lancement du marché sans aucune reconduction.

6– Décomposition de la consultation

La consultation comporte un lot unique.

7 – Détails des prestations

L'offre qui sera adressée au CHU dans l'aide à la production décrira :

- Les éléments opérationnels (plan de soutien) permettant de répondre à la demande ;
- Les supports pédagogiques le cas échéant ;
- La capacité à prendre en compte la nature de l'activité aux différents postes de travail, ainsi que les équipements de production utilisés à la stérilisation centrale ;
- Un planning prévisionnel des 16 semaines d'intervention
- Le nom, le profil et les références de chaque intervenant, pour chacune des phases du projet ;
- Le temps de présence nécessaire en nombre de jour (précisez le nombre d'heures par jour).

Livrable attendus

- Un compte rendu de mission à la fin de l'accompagnement de l'aide à la production

8– Ordre des pièces contractuelles

1. L'acte d'engagement (ATTRI1) et les annexes financières dûment complétées ;
2. Le Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCATP) conservé dans les archives de l'établissement, fait seule foi ;
3. Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
4. L'offre technique.

9 - Prix

9.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix forfaitaire.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement la prestation.

L'offre financière du candidat devra inclure, avec détail, l'ensemble des frais liés aux déplacements, en précisant clairement les frais de transport, d'hébergement et de restauration à la journée.

9.2 – Révision des prix

Ces prix seront fermes pour la durée totale du contrat.

10 - Modalités de règlement des comptes

10.1 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Etablissement	Siret	code service
CHU Besançon	26 250 176 000 0264	

10.2 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le Prestataire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

11 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du Prestataire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,00/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du Prestataire.

13 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout Prestataire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

13 - Responsabilité du prestataire

13.1 - En cas de changements affectant le Prestataire

En cas de changements dans l'entreprise affectant ou non sa forme juridique, sous peine du renvoi sans autre formalité de ses factures éventuellement en instance, le Prestataire s'engage formellement à en informer ou à en faire informer directement et immédiatement par écrit le Client.

De façon générale, le Prestataire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

13.2 - Attestations sociales et fiscales

Le titulaire du marché devra transmettre tous les 6 mois pendant l'exécution du marché les attestations sociales et les informations relatives à la lutte contre le travail dissimulé ainsi que les documents afférents conformément aux articles D.8222-5 ou D.8222-7, D.8222-8 et D.8254-2 et suivants du code du travail.

14 - Protection des données à caractère personnel

Les Parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE)

2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le Client a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le Prestataire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

15 – Condition d'exécution des prestations

Confidentialité

Le titulaire qui au cours de l'exécution du présent marché à procédure adaptée a eu connaissance de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir confidentielles ces informations. Ces informations ne peuvent être communiquées à des tiers, ni faire l'objet d'aucune publication.

Qualification des intervenants

L'organisme intervenant doit être reconnu pour ses compétences et justifier son expérience d'aide à la production en stérilisation hospitalière.

Chaque intervenant de l'équipe sera présenté par un *curriculum vitae*, comportant les mentions suivantes :

- Nom, prénom, âge, diplômes ;
- Fonction au sein de la société, et ancienneté dans l'entreprise ;
- Domaines de compétences et champ d'intervention ;
- Références et description des missions réalisées en lien avec la thématique du présent marché.

Les fonctions de chaque intervenant seront bien décrites et différenciées le cas échéant

Stabilité des intervenants

Considérant que la bonne exécution des prestations au titre du présent marché dépend essentiellement des intervenants nommément désignés pour en assurer la conduite, le titulaire du marché devra informer immédiatement, par lettre recommandée avec accusé de réception, la personne publique de toute modification de nature à compromettre la bonne exécution des prestations, et notamment si l'un des intervenants désignés n'était plus en mesure d'assurer les prestations qui lui sont confiées au titre du présent marché.

Dans ce cas, l'attributaire devra désigner un remplaçant de profil équivalent et en communiquer le nom et les titres à la personne publique dans un délai de 48 heures à compter de la date d'envoi de l'avis précité.

16- Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du contrat sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-PI

En cas de résiliation du contrat pour motif d'intérêt général par le Client, le Prestataire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du Prestataire.

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au Client par le Prestataire. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le Client adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Besançon est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.